
PARLONS SÉCURITÉ – PARLONS SÉCURITÉ – PARLONS SÉCURITÉ – PA

La collecte et le traitement des déchets des laboratoires des lycées et collèges

Enquête effectuée auprès des correspondants chimie

Nous avons demandé aux correspondants chimie de nous renseigner sur l'état des opérations de récupération et traitement des déchets toxiques des laboratoires des lycées et collèges de chaque académie. Nous avons recueilli plus d'une vingtaine de réponses qui montrent que c'est en général en 1994 que les Conseils Régionaux ont initié des opérations de déstockage et de récupération des déchets toxiques. Dans la majorité des cas, ces opérations ont été financées par les Conseils Régionaux pendant un an, quelquefois deux, et passent ensuite à la charge des établissements qui peuvent l'imputer sur leur budget global ou sur les crédits du laboratoire.

Ces opérations ont entraîné une modification des attitudes vis-à-vis des problèmes de rejet ; mais devant la charge financière que cela représente, nombre de lycées se contentent actuellement de stocker les déchets. On peut craindre qu'ils renoncent à cette collecte si les collectivités territoriales ne soutiennent plus financièrement le traitement. **En fait, ce poste, dont le montant annuel peut être estimé à 2 kF environ pour un lycée classique moyen, ne devrait-il pas être pris sur le budget global de l'établissement comme l'eau, le chauffage ou l'électricité ?**

Dans la majorité des cas, les collègues évoquent le caractère éducatif de ces opérations et souhaitent pouvoir les poursuivre : elles devraient permettre une meilleure éducation du citoyen vis-à-vis des problèmes d'environnement et susciter des études des méthodes physiques ou chimiques de traitement.

Enfin, il émane des courriers reçus, une demande des collègues et des personnels de laboratoire de formation sur les méthodes de stockage et de traitement, formation qui pourrait être assurée par les MAFPEN.

Désormais notre collègue Alfred MATHIS* accepte de coordonner les activités de l'U.d.P. pour tout ce qui concerne les questions de sécurité dans les laboratoires de chimie. Nous le remercions d'avoir accepté cette tâche délicate mais combien nécessaire.

Pour le Bureau
André GILLES

* Alfred MATHIS - 18, rue des Pommes - 67201 ECKBOLSHEIM- Tél.: 03 88 78 49 16.

PARLONS SÉCURITÉ – PARLONS SÉCURITÉ – PARLONS SÉCURITÉ – PA

Résultats de l'enquête

(avril-mai 1996)

CR: Conseil Régional.

Déstockage : opération ponctuelle concernant les produits dangereux dont les lycées n'ont plus l'usage (benzène, chrome VI, ...).

Déchets renouvelables : opérations suivies qui entraînent un stockage des déchets (solutions usagées) avec un tri : métaux lourds, solvants organiques non chlorés, solvants chlorés.

Académie	Déstockage ponctuel payé par CR	Collecte et traitement des déchets renouvelables		
		Début	Organisme payeur	Évolution
Paris	96/97	96/97	CR	Quelques lycées ont pris des initiatives (Charlemagne, H. Boucher, Pirandello, ...) à leurs frais ; certains stockent seulement, voire abandonnent. En 1996/1997, seul le déstockage sera pris en charge par le CR. le traitement des déchets quotidiens resterait à la charge des lycées.
Créteil				Vingt lycées stockent pour l'instant : Quatre lycées financent le retraitement. Le CR doit lancer l'opération en 1996/1997.
Versailles				
Aix-Marseille				Etude en cours.
Amiens		94	CR	En juillet 1995, le CR annonce aux établissements la poursuite de l'opération pour 1995/1996 mais en avril 1996 rien n'est effectif
Besançon		94	CR	Après évaluation, l'opération est reconduite en 1996/1997.
Bordeaux				Une enquête du CR a été faite sans résultat pour l'instant. Cinq lycées collectent et éliminent à leurs frais.
Caen		93/94	CR	Suite laissée à l'initiative de chaque établissement.
Corse				Rien
Dijon	1992		CR	L'opération se poursuit dans la totalité des établissements de l'académie.

PARLONS SÉCURITÉ – PARLONS SÉCURITÉ – PARLONS SÉCURITÉ – PA

Académie	Déstockage ponctuel payé par CR	Collecte et traitement des déchets renouvelables		
		Début	Organisme payeur	Évolution
Grenoble pour douze lycées		94/95	CR	Actuellement à la charge des lycées qui stockent. Un lycée a renoncé à la collecte. Six lycées se déclarent prêts à renoncer si le coût doit être pris sur le budget des labos.
Limoges	Collecte par CR en 1994	94	CR	Un groupe de pilotage réunit le CR et des responsables de laboratoire.
Montpellier		93	CR	Actuellement à la charge de l'établissement, en général sur le budget des sciences physiques (2000 F/an en, moyenne sur vingt-trois lycées) ; dix-sept lycées/vingt-trois poursuivent la collecte.
Nancy		95	CR	Actuellement à la charge des établissements.
Nantes		94	CR	L'opération a touché cent cinquante lycées et se poursuit ; elle est même étendue aux LEP.
Nice	?			Une opération ponctuelle a eu lieu.
Orléans-Tours		94/95	CR	Opération poursuivie par le CR en 1995/1996 sera à la charge des établissements en 1996/1997.
Poitiers				Une enquête du CR a été faite et devrait conduire à une collecte en 1996, payée par le CR
Rennes		92	CR	Dernière collecte en juin 1995, puis plus rien.
Rouen	95/96			Enquête du CR en cours en vue de renouveler l'opération.
Strasbourg	93/94			Depuis cette opération unique, plus rien n'a été fait.
Toulouse	91/92	91/92	CR	Depuis 1993, l'initiative est laissée aux établissements.